



L'AN DEUX MILLE VINT CINQ

LE

A VILLEMANDEUR (Loiret), 1bis avenue de la Libération en Mairie représentée par Mme SERRANO Denise, Maire Mesdames LHOMMEAU Catherine et MARTINEZ Patricia

ont reçu le présent acte contenant BAIL OMMERCIAL,

A LA REQUETE DE :

BAILLEUR

La COMMUNE DE VILLEMANDEUR, Collectivité territoriale, située dans le département du Loiret, dont l'adresse du siège est à VILLEMANDEUR (45700), 1 Bis avenue de la Libération, identifiée sous le numéro SIREN 214503385.

PRENEURS

La Société dénommée, Société (SA OU SARL), dont le siège social est à VILLEMANDEUR (45700), 4 avenue Henri Barbusse, identifiée au SIREN sous le numéro 928 694 108 et immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés de ORLEANS.

PRESENCE - REPRESENTATION

1°) Le BAILLEUR

- La Commune de VILLEMANDEUR est représentée à l'acte par Madame Denise SERRANO, en qualité de Maire de ladite commune, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes aux termes d'une délibération motivée de son Conseil Municipal en date du 18 décembre 2025 reçu par la préfecture du Loiret le ci-après relaté.

2°) Les PRENEURS

La société SARL(à responsabilité limitée) OU SA (société anonyme) dénommée est représentée à l'acte par Mesdames LHOMMEAU Catherine et MARTINEZ Patricia gérantes et associées unique de ladite société.

DECLARATION SUR LA CAPACITE

Préalablement au bail, les parties déclarent

- Que les indications portées aux présentes concernant leur identité sont parfaitement exactes.
- Qu'il n'existe aucune restriction à la capacité de donner à bail du **BAILLEUR** ainsi qu'à la capacité de s'obliger et d'effectuer des actes civils et commerciaux du PRENEUR par suite de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, cessation des paiements, incapacité quelconque, ainsi qu'il en a été justifié au Maire soussigné.

Le BAILLEUR seul :

- Qu'il a la libre disposition des locaux loués

- Qu'aucune clause de réserve de propriété ne peut être invoquée par les fournisseurs des éléments de matériel, mobilier, agencements ou installation compris dans les locaux loués.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CAPACITE ET A LA QUALITE DES PARTIES

Les pièces suivantes ont été produites à l'appui des déclarations des parties sur leur capacité

Concernant les PRENEURS :

*L'extrait Kbis demeuré annexé aux présentes après mention.

*Les pièces d'état civil, la carte d'identité, l'interrogation au BODACC des gérantes ont été présentées au Maire soussigné.

Ces documents ne révèlent aucun empêchement des parties à la signature des présentes.

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Madame Denise SERRANO, Maire de la commune de VILLEMANDEUR, est spécialement habilitée à consentir un nouveau bail commercial aux preneurs aux termes d'une délibération motivée de son conseil municipal en date du 18 décembre 2025 reçue par la préfecture d'ORLEANS (Loiret), le demeurée jointe et annexée,

Madame le Maire de la commune de VILLEMANDEUR certifie que la délibération ci-dessus relaté autorisant la conclusion du présent bail commercial a été régulièrement publiée et affichée, et transmise au contrôle de légalité conformément aux dispositions de l'article L.2131-1 du Code général des collectivités territoriales, ainsi qu'il est indiqué ci-dessus.

Il est rappelé que, conformément à l'article L.2131-6 dudit Code, le représentant de l'État dans le département dispose d'un délai de deux mois à compter de cette transmission pour déférer ladite délibération devant le tribunal administratif.

Le délai précité n'étant pas encore expiré, les parties, parfaitement informées

- qu'un recours préfectoral pourrait être formé, entraînant l'annulation de la délibération,
- qu'une telle annulation aurait pour effet de priver le présent bail de sa base légale et pourrait conduire à sa nullité ou à son inopposabilité,
- qu'elles s'exposeraient alors aux conséquences pratiques d'une telle annulation, notamment la perte du droit de jouissance des locaux pour le preneur, l'obligation de restitution des loyers et accessoires éventuellement versés, ainsi que l'impossibilité pour le bailleur de percevoir durablement les loyers convenus,

requièrent néanmoins le maire soussigné de recevoir le présent bail commercial sans attendre l'expiration dudit délai.

Les parties déclarent assumer toutes conséquences qui pourraient en résulter, et renoncent irrévocablement à rechercher la responsabilité du Maire en cas de recours, d'annulation ou de contestation affectant la validité de la délibération.

SOLIDARITE

Si plusieurs personnes sont comprises sous une même dénomination bailleur ou preneur, elles agiront solidairement entre elles.

BAIL COMMERCIAL

Le bailleur confère un bail commercial, conformément aux articles L 145-1 et suivants du Code de commerce, au preneur qui accepte, portant sur les locaux dont la désignation suit :

IDENTIFICATION DU BIEN

DESIGNATION

VILLEMANDEUR (45700) (Loiret),

Dans un ensemble immobilier sise dite commune, 4 Avenue Henri Barbusse, un local à usage d'accessoires de coiffure, bijoux fantaisies, sacs à main et vêtements de mode d'une superficie d'environ 9.60 m²

Le tout édifié sur un terrain cadastré

Section	N°	Lieudit	Surface
AS	1	4 avenue Henri Barbusse	00ha 20 a 39ca

TEL ET AINSI que l'objet des présentes existe, s'étend, se poursuit et comporte actuellement avec toutes ses aisances, dépendances, immeubles par destination, sans aucune exception ni réserve sauf à tenir compte de ce qui peut être le cas échéant indiqué au présent acte.

Sont demeurés joints et annexés aux présentes

*Un plan cadastral

*le plan du local

*le modèle 1

*le certificat de numérotage délivré par la mairie de VILLEMANDEUR le 4 septembre 2025,

Précision étant ici faite que la commune s'engage expressément en cas de destruction par sa volonté du bâtiment, dans le cadre du réaménagement du centre-bourg, à reloger la locataire dans un local identique et ce dans un rayon de 500 mètres du local ci-dessus énoncé.

SERVITUDES

La mairie déclare qu'il n'existe aucune servitude.

DUREE

Le bail est conclu pour une durée de neuf années entières et consécutives qui commenceront à courir **le 22 décembre 2025** pour se terminer **le 21 décembre 2034**.

RESILIATION TRIENNALE

FACULTE DES PRENEURS

En application de l'article L 145-4 du Code de commerce, les preneurs peuvent donner congé à l'expiration de **chaque période triennale**, sous réserve de le notifier au bailleur au moins **six mois à l'avance**, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par acte extrajudiciaire, à son libre choix.

Les preneurs bénéficient également de la faculté de résilier le bail à tout moment, s'il est admis au bénéfice de ses droits à la retraite du régime social auquel il est affilié, ou bénéficiaire d'une pension d'invalidité attribuée dans le cadre de ce régime social.

Cette résiliation devra être motivée et notifiée au bailleur au moins six mois à l'avance. Les mêmes dispositions s'appliquent à l'associé unique d'une EURL ou au gérant majoritaire depuis au moins deux ans, d'une SARL titulaire du bail.

Le congé délivré tardivement produira ses effets à la prochaine échéance utile, de sorte qu'un congé délivré tardivement pour l'une des deux premières échéances triennales se poursuivra pour une nouvelle période de trois ans avec toutes les obligations afférentes.

FACULTE DE BAILLEUR

Le bailleur peut donner congé à l'expiration de chaque période triennale par acte extrajudiciaire, uniquement s'il invoque les dispositions des articles L 145-18, L 145-21, L 145-23-1, L 145-24, afin de construire, de reconstruire ou de surélever l'immeuble existant, de réaffecter le local d'habitation accessoire à cet usage, de transformer à usage principal d'habitation un immeuble existant par reconstruction, rénovation ou réhabilitation ou d'exécuter des travaux prescrits ou autorisés dans le cadre d'une opération de restauration immobilière et en cas de démolition de l'immeuble dans le cadre d'un projet de renouvellement urbain.

DROIT AU RENOUVELLEMENT

Les preneurs bénéficieront du droit au renouvellement du bail à son expiration de telle sorte que le statut des baux commerciaux soit toujours applicable à cette époque. Les bailleurs pourront toutefois adresser au preneur plus de six mois avant l'expiration du bail, exclusivement par voie extrajudiciaire, un congé avec offre de renouvellement ou refuser le renouvellement dans les conditions restrictives de l'article L 145-14 du Code de commerce.

À défaut de congé, les preneurs pourront, soit dans les six mois précédant l'expiration du bail, soit à tout moment au cours de sa prolongation, former une demande de renouvellement et ce par voie extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

À défaut de congé de la part du bailleur et de demande de renouvellement de la part des preneurs dans les délais et formes sus-indiqués, le bail se prolongera pour une durée indéterminée aux mêmes clauses et conditions.

URBANISME

Est demeuré joint et annexé aux présentes le certificat d'urbanisme n° CU045338 25 00101 en date du 17 septembre 2025.

RAPPORTS TECHNIQUES

Le bailleur déclare qu'à sa connaissance le bâtiment dans lequel se trouvent les locaux objets des présentes et son terrain d'assiette n'ont pas été utilisés aux fins d'une activité nuisible pour l'environnement ou réglementée dans ce cadre, et notamment qu'ils n'ont accueilli aucune installation classée autorisée ou simplement déclarée n'ayant pas respecté les dispositions légales et réglementaires, notamment en matière de cessation d'activité et de remise en état du site.

Les preneurs devront informer le bailleur de tout projet qui, bien que conforme à la destination convenue entre les parties, pourrait avoir une incidence sur la législation ou la réglementation applicable en matière d'environnement, et il devra justifier auprès de lui du respect des règles légales et réglementaires applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement (par abréviation ICPE).

De même, les preneurs devront soumettre, si nécessaire, ses équipements aux règles et procédures applicables aux ICPE.

Tout fait des preneurs pendant le cours du bail qui serait contraire aux règles des installations classées et à celle des installations de stockage de déchets pourra permettre au bailleur d'user de la clause résolutoire prévue aux présentes, sans attendre que la situation environnementale ne s'aggrave.

Les preneurs resteront seuls responsables de tous dommages causés à l'environnement par son exploitation.

En cas de cession de bail, les preneurs feront leur affaire personnelle du respect de la procédure prévue de changement d'exploitant et la cession du bail ne pourra

devenir définitive que dès lors que le cessionnaire aura été pris en compte par l'Administration comme nouvel exploitant.

Les preneurs devront, en fin de bail, remettre le bien loué dans l'état dans lequel il l'a reçu, et ne pourra prétendre à indemnisation si l'état de remise est supérieur à celui d'origine.

Les preneurs, ayant l'obligation de remettre au bailleur en fin de jouissance le bien loué exempt de substances dangereuses pour l'environnement ainsi que de résidus, le tout résultant de son activité, devra produire les justifications de ces enlèvements (tels que : bordereaux de suite de déchets industriels - factures des sociétés ayant procédé à la suppression, à l'enlèvement et au transport - déclaration de cessation d'activité — arrêté préfectoral de remise en état). Il supportera toutes les conséquences juridiques et financières d'une éventuelle remise en état des locaux.

Le tout de façon à ce que les bailleurs ne soient pas inquiétés sur ces sujets.

OBLIGATION GENERALE D'ELIMINATION DES DECHETS

Le bailleur doit supporter le coût de l'élimination des déchets, qu'ils soient les siens, ceux de ses locataires ou précédents propriétaires, pouvant le cas échéant se trouver sur les biens loués.

L'article L 541-1 1 du Code de l'environnement dispose notamment que

« Est un déchet toute substance ou tout objet ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire

L'article L 541-4-1 du même Code exclut de la réglementation sur les déchets les sols non excavés, y compris les sols pollués non excavés et les bâtiments reliés au sol de manière permanente.

Les terres prennent un statut de déchet dès qu'elles sont extraites du site de leur excavation.

Selon l'article L 541-2 dudit Code, tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion et en est responsable jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tous autres produits dans les conditions propres à éviter les nuisances.

Les preneurs s'obligent à faire de même pour les déchets qu'il pourrait produire ou détenir et ce conformément aux dispositions de l'article L 541-2 du Code de l'environnement.

Il est fait observer que le simple détenteur de déchet ne peut s'exonérer de son obligation que s'il prouve qu'il est étranger à l'abandon des déchets et qu'il n'a pas permis ou facilité cet abandon par complaisance ou négligence,

En outre, le maire informe les parties des dispositions de l'article L 125-7 du Code de l'environnement telles que relatés ci-après, dispositions applicables dans la mesure où une installation soumise à autorisation ou à enregistrement n'a pas été exploitée sur les lieux :

« Sauf dans les cas où trouve à s'appliquer l'article L. 514-20, lorsque les informations rendues publiques en application de l'article L. 125-6 font état d'un risque de pollution des sols affectant un terrain faisant l'objet d'une transaction, le vendeur ou le bailleur du terrain est tenu d'en informer par écrit l'acquéreur ou le locataire. Il communique les informations rendues publiques par l'Etat, en application du même article L. 125-6. L'acte de vente ou de location atteste de l'accomplissement de cette formalité.

A défaut et si une pollution constatée rend le terrain impropre à sa destination précisée dans le contrat, dans un délai de deux ans après la découverte de la pollution, les locataires ont le choix de poursuivre la résolution du contrat ou, selon le cas, de se faire restituer une partie du prix de vente ou d'obtenir une réduction du loyer ; les locataires peuvent aussi demander la remise en état du terrain aux frais du vendeur lorsque le coût de cette remise en état ne paraît pas disproportionné au prix de vente.»

DIAGNOSTICS TECHNIQUES

TERMITES

Le propriétaire déclare

- qu'à sa connaissance le bien n'est pas infesté par les termites ;
- qu'il n'a lui-même procédé ni fait procéder par une entreprise à un traitement curatif contre les termites ,
- qu'il n'a reçu du maire aucune injonction de rechercher des termites ou de procéder à des travaux préventifs ou d'éradication ;
- que l'immeuble n'est pas situé dans une zone contaminée par les termites.

MERULES

Les parties ont été informées des dégâts pouvant être occasionnés par la présence de mères dans un bâtiment, la mère étant un champignon qui se développe dans l'obscurité, en espace non ventilé et en présence de bois humide.

L'immeuble ne se trouve pas actuellement dans une zone de présence d'un risque de mère délimitée par un arrêté préfectoral.

Le **BAILLEUR** déclare ne pas avoir constaté l'existence de zones de condensation interne, de traces d'humidité, de moisissures, ou encore de présence d'effritements ou de déformation dans le bois ou de tache de couleur marron ou l'existence de filaments blancs à l'aspect cotonneux, tous des éléments parmi les plus révélateurs de la potentialité de la présence de ce champignon.

REGLEMENTATION SUR L'AMIANTE

Un état constatant la présence ou l'absence de matériaux ou produits de la construction contenant de l'amiante s'impose à tous les bâtiments dont le permis de construire a été délivré avant le 1^{er} juillet 1997.

Il a pour objet de repérer l'ensemble des matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique, pour ensuite identifier et localiser par zones de similitude d'ouvrage ceux contenant de l'amiante et ceux n'en contenant pas.

Les matériaux et produits de la liste A sont ceux dits matériaux friables (flocages, calorifugeages et faux-plafonds), ceux de la liste B sont dits matériaux non friables y compris les produits situés en extérieur (les matériaux de couverture, les bardages, les conduits de fumée. ,.).

Il est rappelé qu'aux termes des dispositions législatives et réglementaires en la matière, dès lors que le rapport révèle que des matériaux et produits des listes A ou B contiennent de l'amiante, le propriétaire devra, en fonction des recommandations contenues dans le rapport

- soit faire contrôler ou évaluer périodiquement l'état de conservation des matériaux et produits identifiés,
- soit faire surveiller le niveau d'empoussièrement dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission,
- soit faire procéder à des travaux de confinement, de protection, de remplacement ou de retrait.

Le tout par une entreprise spécialisée à cet effet.

Les locaux commerciaux ci-dessus désigné entrent dans le champ d'application du décret numéro 96-97 du 7 Février 1996 et des textes subséquents relatifs à la réglementation sur l'amiante

Un diagnostic a été établi par le cabinet **EX'IM CENTRE, dont le siège social est à OLIVET (45160) 808 rue de la Bergeresse**, pour le bien immobilier mis à la disposition par la commune de VILLEMANDEUR, objet du futur bail commercial en date à OLIVET du 2 septembre 2025, **dont il résulte « qu'il n'a pas été repéré de matériaux et produits contenant de l'amiante ».**

Ce document est demeuré joint et annexé aux présentes.

DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE

Un diagnostic de performance énergétique a été établi, conformément aux dispositions des articles L 126-26 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, par le cabinet **EX'IM CENTRE, dont le siège social est à OLIVET (45160) 808 rue de la Bergeresse**, pour le bien immobilier mis à la disposition par la commune de VILLEMANDEUR, objet du futur bail commercial en date à OLIVET du 2 septembre 2025, **(ADEME :2545T2765594M.)**

Un diagnostic de performance énergétique doit notamment permettre d'évaluer :

- les caractéristiques du logement ainsi que le descriptif des équipements,
- le bon état des systèmes de chauffage fixes et de ventilation,
- la valeur isolante du bien immobilier,
- la consommation d'énergie et l'émission de gaz à effet de serre.

L'étiquette mentionnée dans le rapport d'expertise n'est autre que le rapport de la quantité d'énergie primaire consommée du bien à vendre ou à louer sur la surface totale du logement. Il existe 7 classes d'énergie (A, B, C, D, E, F, G), de « A » (bien économe) à « G » (bien énergivore).

Ce document n'apporte aucune mention sur les consommations énergétiques et sur l'émission du gaz à effet de serre.

La personne qui établit le diagnostic de performance énergétique le transmet à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie selon un format standardisé par l'intermédiaire de l'application définie à l'article R 126-6 du Code de la construction et de l'habitation, en retour, elle reçoit le numéro d'identifiant du document.

DIAGNOSTICS ENVIRONNEMENTAUX

RADON

Le radon est un gaz radioactif d'origine naturelle qui représente le tiers de l'exposition moyenne de la population française aux rayonnements ionisants.

Il est issu de la désintégration de l'uranium et du radium présents dans la croûte terrestre.

Il est présent partout à la surface de la planète et provient surtout des sous-sols granitiques et volcaniques ainsi que de certains matériaux de construction.

Le radon peut s'accumuler dans les espaces clos, notamment dans les maisons. Les moyens pour diminuer les concentrations en radon dans les maisons sont simples

- Aérer et ventiler les bâtiments, les sous-sols et les vides sanitaires,
- améliorer l'étanchéité des murs et planchers.

L'activité volumique du radon (ou concentration de radon) à l'intérieur des habitations s'exprime en becquerel par mètre cube (Bq/m³).

L'article L 1333-22 du Code de la santé publique dispose que les propriétaires ou exploitants d'immeubles bâtis situés dans les zones à potentiel radon où l'exposition au radon est susceptible de porter atteinte à la santé sont tenus de mettre en œuvre les mesures nécessaires pour réduire cette exposition et préserver la santé des personnes.

Aux termes des dispositions de l'article R 1333-29 de ce Code le territoire national est divisé en trois zones à potentiel radon définies en fonction des flux d'exhalation du radon des sols

Zone 1 : zones à potentiel radon faible.

Zone 2 zones à potentiel radon faible mais sur lesquelles des facteurs géologiques particuliers peuvent faciliter le transfert du radon vers les bâtiments.

Zone 3 : zones à potentiel radon significatif.

L'article R 125-23 5° du Code de l'environnement dispose que l'obligation d'information s'impose dans les zones à potentiel radon de niveau 3.

La liste des communes réparties entre ces trois zones est fixée par un arrêté du 27 juin 2018.

La commune se trouvant en zone 1, l'obligation d'information n'est pas nécessaire.

ETAT DES SERVITUDES "RISQUES" ET D'INFORMATION SUR LES SOLS

Les parties reconnaissent avoir été informées des dispositions de l'article L 125-5 du code de l'environnement relatives à la mise en place dans certaines communes d'un plan de prévention des risques naturels, miniers et technologiques.

Les parties reconnaissent avoir été informées des dispositions de l'article L 125-5 du code de l'environnement relatives à la mise en place dans certaines communes d'un plan de prévention des risques naturels, miniers et technologiques.

Concernant le bien objet du bail commercial consenti par la commune de VILLEMAMDEUR, le CEDANT déclare avoir été informé par le Maire soussigné

*qu'il n'existe pas, à ce jour, ni plan de prévention des risques technologiques qu'il n'existe pas à ce jour de plan de prévention des risques miniers,

*qu'il existe un plan de prévention des risques naturel d'inondation approuvé le 5 Décembre 2023- mais **que l'immeuble n'est** pas exposé.

Le BAILLEUR déclare que le bien n'est pas situé dans une zone de nuisance sonores aériennes.

Le **BAILLEUR** déclare que le bien objet des présentes est situé dans une zone de risques de sismicité aléa très faible.

Le BAILLEUR déclare que la commune n'est pas concernée par l'obligation d'information sur les sols.

Le dossier Notarisques comprenant un état des risques et pollutions et un état des nuisances sonores aériennes en date du **4 Septembre 2025** le dossier géorisques, sont demeurés joints et annexés aux présentes

Concernant les sinistres (L.125-5 IV du Code de l'Environnement)

A sa connaissance, le BAILLEUR déclare que *l'immeuble dans lequel le fonds est exploité n'a subi aucun sinistre de nature* à donner lieu au versement d'une indemnité d'assurance garantissant les risques de catastrophes naturelles visée à l'article L.125-2 ou de l'article L.128-2 du Code des Assurances.

Aléa - Retrait gonflement des argiles

- L'immeuble est concerné par la cartographie des zones exposées au phénomène de mouvement de terrain différentiel consécutif à la sécheresse et à la réhydratation des sols établie par les ministres chargés de la construction et de la prévention des risques naturels majeurs.
- La carte d'exposition des formations argileuses au phénomène de mouvement de terrain différentiel identifie quatre catégories de zones
- Les zones d'exposition forte, qui correspondent à des formations essentiellement argileuses, épaisses et continues, où les minéraux argileux gonflants sont largement majoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau très sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition moyenne, qui correspondent à des formations argileuses minces ou discontinues, présentant un terme argileux non prédominant, où les minéraux argileux gonflants sont en proportion équilibrée et dont le comportement géotechnique indique un matériau moyennement sensible au phénomène.
- Les zones d'exposition faible, qui correspondent à des formations non argileuses mais contenant localement des passées ou des poches argileuses, où les minéraux argileux gonflants sont minoritaires et dont le comportement géotechnique indique un matériau peu ou pas sensible au phénomène, selon l'endroit où on le mesure.
- Les territoires qui ne sont pas classés dans l'une des trois zones précédentes sont des zones d'exposition résiduelle, où la présence de terrain argileux n'est, en l'état des connaissances, pas identifiée.
- En l'espèce l'immeuble se trouve dans une zone Aléa faible

DESTINATION DES LIEUX LOUES

Les locaux faisant l'objet du bail devront être consacrés par les preneurs à l'exploitation de leur activité de **vente d'accessoires de coiffure, bijoux fantaisies, sacs à main et vêtements de mode, à l'exclusion de toute autre même temporairement.**

Les lieux loués ne pourront pas être affectés, même temporairement, à un autre usage et aucune autre activité que celle indiquée ci-dessus ne pourra y être exercée.

Déspécialisation restreinte (article L145-47 du Code de commerce)

Le preneur pourra, en cours de bail, adjoindre aux activités prévues au contrat toutes activités connexes ou complémentaires, conformément à l'article L145-47 du Code de commerce.

À cet effet, le preneur devra notifier son intention au bailleur par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée avec accusé de réception, en précisant la nature des activités envisagées.

Le bailleur disposera d'un délai de deux mois à compter de la réception de cette notification pour contester, selon le même formalisme, le caractère connexe ou

complémentaire des activités envisagées.

À défaut de contestation dans le délai, ou en cas de validation par le tribunal judiciaire, le preneur pourra exercer lesdites activités dans les locaux objet des présentes.

Déspécialisation plénière (articles L145-4B- et L145-49 du Code de commerce)

Le preneur pourra, conformément à l'article L145-48 du Code de commerce, solliciter l'autorisation de changer totalement ou partiellement la nature de l'activité exercée dans les lieux loués afin d'y exercer une ou plusieurs activités différentes de celles prévues au bail, pour tenir compte notamment des évolutions économiques et dans les conditions fixées par la loi

La demande du preneur, motivée et exposant les nouvelles activités envisagées, sera notifiée au bailleur et aux créanciers éventuels inscrits sur le fonds de commerce, par acte extrajudiciaire ou lettre recommandée avec accusé de réception.

Le bailleur doit dans le mois de cette demande en aviser dans la même forme ceux de ses locataires envers lesquels il se serait obligé à ne pas louer en vue de l'exercice d'activités similaires à celles visées dans la demande, Ceux-ci doivent, à peine de forclusion, faire connaître leur attitude dans le mois de cette notification.

Le bailleur dispose d'un délai de trois mois pour faire part de son acceptation ou de son refus motivé,

À défaut de réponse dans ce délai, son accord sera réputé acquis.

En cas de refus injustifié, le preneur pourra saisir la juridiction compétente pour statuer sur la demande de déspécialisation plénière, dans les conditions prévues par l'article précité du Code de commerce

Cependant, le premier locataire d'un local compris dans un ensemble constituant une unité commerciale définie par un programme de construction ne peut se prévaloir de cette faculté pendant un délai de neuf ans à compter de la date de son entrée en jouissance.

L'activité exercée par le preneur ne devra contrevenir ni au règlement de copropriété s'il existe, ni aux dispositions des articles L 631-7 et suivants du Code de la construction et de l'habitation ni à toutes autres dispositions réglementaires ou contractuelles applicables.

Le preneur s'engage également à respecter toutes les prescriptions légales ou administratives relatives à cette activité.

CHARGES ET CONDITIONS

-ETAT DES LIEUX-

Les parties sont informées des dispositions de l'article L145-40-1 du Code de commerce aux termes desquelles un état des lieux doit être établi contradictoirement et amiablement par le bailleur et les locataires lors de la prise de possession des locaux par les locataires ainsi qu'au moment de leur restitution.

Si l'état des lieux ne peut être établi contradictoirement et amiablement, il devra être établi par un commissaire de justice, à l'initiative de la partie la plus diligente, à frais partagés par moitié entre le bailleur et les preneurs.

Il est fait observer que le bailleur qui n'a pas fait toutes diligences pour la réalisation de l'état des lieux ne peut invoquer la présomption de l'article 1731 du Code civil aux termes duquel "s'il n'a pas été fait d'état des lieux, les preneur s sont présumés les avoir reçus en bon état de réparations locatives, et doivent les rendre tels, sauf la preuve contraire".

Les parties conviennent qu'un état des lieux sera établi contradictoirement après la régularisation des présentes. Elles s'engagent à en remettre un exemplaire au Maire.

- **ENTRETIEN - REPARATIONS.** - Les preneurs s'engagent à entretenir les lieux loués en bon état et à effectuer, au fur et à mesure de leur nécessité, toutes les réparations qui leur incombent en vertu du présent bail. En fin de bail, ils devront restituer les lieux loués en bon état.

Les preneurs prendront à leur charge l'entretien complet des locaux loués, incluant notamment les dépenses d'entretien et de réparations courantes, telles que les peintures, papiers peints, moquettes, appareils de chauffage, sanitaires.

L'ensemble des locaux devra être maintenu en bon état d'entretien, de fonctionnement, de sécurité et de propreté.

Conformément aux dispositions des 1^o et 2^o de l'article R 145-35 du Code de commerce, il est précisé que

- Les dépenses relatives aux grosses réparations définies à l'article 606 du Code civil, ainsi que les honoraires liés à leur réalisation, ne peuvent être imputées aux preneurs ;
- Les dépenses liées aux travaux visant à remédier à la vétusté ou à mettre en conformité avec la réglementation, dès lors qu'ils relèvent des grosses réparations, restent également à la charge du bailleur.

Ne sont pas incluses dans les exclusions ci-dessus les dépenses relatives à des travaux d'embellissement dont le coût excède celui d'un remplacement à l'identique.

Les preneurs s'engagent à aviser sans délai et par écrit le bailleur de toute dégradation ou aggravation de désordres de toute nature dans les lieux loués, dont le bailleur ne pourrait avoir directement connaissance mais nécessitant des travaux à sa charge. À défaut, les preneurs pourront être tenu responsables de tous préjudices, de quelque nature qu'ils soient, résultant de leur silence ou de leur retard.

Les preneurs et le bailleur s'obligent à effectuer les réparations leur incombant au fur et à mesure qu'elles deviendront nécessaires.

En cas de défaillance de l'une des parties dans l'exécution des réparations qui lui incombent, l'autre partie pourra notamment se faire autoriser judiciairement à les exécuter aux frais de la partie défaillante, dans les conditions fixées par le juge.

Est demeuré joint et annexé aux présentes après mention le décret du 3 Novembre 2014.

- **GARNISSEMENT.** - Les preneurs garniront et tiendront constamment garnis les lieux loués d'objets mobiliers, matériel et marchandises en quantité et de valeur suffisante pour répondre en tout temps du paiement des loyers et charges et de l'exécution des conditions du bail.

- **AMÉNAGEMENTS.** - Tous aménagements, transformations ou modifications des lieux loués envisagés par les preneurs devront faire l'objet d'une demande écrite et être expressément autorisés par le bailleur avant leur réalisation. A défaut d'accord préalable, les preneurs seront tenus de remettre les lieux en l'état à ses frais, sans préjudice de l'indemnisation de tout dommage subi par le bailleur.

- **CHANGEMENT DE DISTRIBUTION.** - Les preneurs ne pourront faire dans les locaux, sans le consentement exprès et par écrit du bailleur aucune démolition, aucun percement de murs ou de cloisons, ni aucun changement de distribution.

MISES AUX NORMES.

Par dérogation à l'article 1719, alinéa premier, du Code civil, les preneurs assumeront exclusivement, à leur frais, le coût des travaux prescrits par l'autorité administrative ou rendus nécessaires par l'évolution de la réglementation applicable à son activité, notamment en matière de sécurité, d'accueil du public, d'accès des personnes handicapées, d'hygiène, d'isolation phonique ou de salubrité.

Ces travaux devront être exécutés dès l'entrée en vigueur de la réglementation correspondante, sans qu'il soit nécessaire d'attendre une mise en demeure ou injonction administrative, de sorte que le local loué demeure constamment conforme aux normes applicables.

Les travaux seront réalisés sous la surveillance d'un architecte ou tout autre professionnel compétent choisi par le preneur, dont les honoraires resteront à sa charge.

Toutefois, en application des dispositions impératives de l'article R.145-35 du Code de commerce, ne peuvent être imputées aux preneurs les dépenses relatives aux travaux ayant pour objet la mise en conformité du local ou de l'immeuble dès lors qu'ils relèvent des grosses réparations visées à l'article 606 du Code civil, notamment les gros murs, voûtes, poutres et couvertures entières, lesquels demeureront à la charge exclusive du bailleur.

- RÉCAPITULATIF ET PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX -

Conformément aux exigences de l'article L 145-40-2 du Code de commerce le bailleur

Concernant les travaux effectués au cours des trois dernières années :

Le BAILLEUR déclare qu'il a effectué les travaux nécessaires à la création de ce commerce de vente d'accessoires de coiffure, bijoux fantaisies, sacs à main et vêtements de mode.

Les PRENEURS reconnaissent être informés de la nature de ces travaux et avoir dispensé le Maire soussigné de les relater aux présentes.

Concernant les travaux envisagés au cours des trois prochaines années :

Le BAILLEUR déclare qu'il n'envisage pas d'effectuer des travaux au cours des trois prochaines années, **à l'exception de l'installation d'un sous-compteur d'électricité, dans un délai de six mois, à compter de la réalisation des présentes.**

Le bailleur s'engage à fournir un nouvel état prévisionnel et un nouvel état récapitulatif, ayant le même objet, dans un délai de deux mois suivant chaque échéance triennale. Sur demande écrite, les locataires pourront obtenir la communication de tout document justifiant les montants des travaux mentionnés.

- **AMÉLIORATIONS.** - Tous travaux, embellissements, et améliorations faits par les preneurs, même avec l'autorisation du bailleur deviendront à la fin de la jouissance, quel qu'en soit le motif, la propriété de ce dernier, sans indemnité, à moins que le bailleur ne préfère demander leur enlèvement et la remise des lieux en leur état antérieur, aux frais des preneurs.

Les équipements, matériels et installations non fixés à demeure et qui, de ce fait, ne peuvent être considérés comme des immeubles par destination resteront la propriété des preneurs et devront être enlevés par lui lors de son départ, à charge de remettre les lieux en l'état.

Il est précisé que cette accession en fin de bail stipulée sans indemnité n'exclut en rien le droit des locataires évincé à demander une indemnité d'éviction à titre indemnitaire, ainsi que les frais entraînés par sa réinstallation dans un nouveau local bénéficiant d'aménagements et d'équipements similaires à celui qu'il a été contraint de quitter.

En outre, la valeur de cet avantage constitue pour le bailleur un complément de loyer imposable au titre de l'année au cours de laquelle le bail expire ou est résilié, ce montant étant égal au surcroît de valeur vénale du bien loué.

- **TRAVAUX.** - Sans préjudice de ce qui a pu être indiqué ci-dessus, les preneurs subiront l'exécution de toutes les réparations, reconstructions, surélévations et travaux quelconques, qu'ils soient d'entretien ou même de simple amélioration, que le

syndicat des copropriétaires ferait exécuter en cours de bail, dans l'immeuble dont ils dépendent. Il ne pourra demander aucune indemnité ni diminution de loyers, quelles que soient l'importance et la durée de ces travaux, même si la durée excédait quarante jours, à la condition toutefois qu'ils soient exécutés sans interruption, sauf le cas de force majeure.

Les preneurs ne pourront prétendre à aucune réduction de loyer en cas de suppression temporaire ou de réduction des services collectifs tels que l'eau, le gaz, l'électricité, et le chauffage.

Toutefois, cette clause deviendrait inapplicable si les travaux portaient atteinte à l'obligation de délivrance incombant au bailleur en vertu de l'article 1719 1^e du Code civil pendant un délai tel qu'il mettrait en péril l'activité commerciale des preneurs.

- **JOUISSANCE DES LIEUX.** - Les preneurs devront jouir paisiblement des lieux en se conformant à leur usage, au règlement de copropriété et au règlement intérieur de l'immeuble s'il existe. Les preneurs ne feront rien qui puisse troubler la tranquillité ni apporter un trouble de jouissance quelconque ou des nuisances aux autres occupants ou aux voisins. Notamment, ils devront prendre toutes précautions pour éviter tous bruits et odeurs nauséabondes ainsi que l'introduction d'animaux nuisibles ou dangereux. Ils devront se conformer strictement aux prescriptions de tous règlements, arrêtés de police, règlements sanitaires, et veiller à toutes les règles de l'hygiène et de la salubrité.

Les preneurs ne pourront faire entrer ni entreposer les marchandises présentant des risques ou des inconvénients quels qu'ils soient, ni faire aucune décharge ou déballage, *même* temporaire dans l'entrée de l'immeuble. Ils ne pourront, en outre, rien faire, ni laisser faire qui puisse détériorer les lieux loués, ou faire supporter aux sols une charge supérieure à leur résistance, sous peine d'être tenu personnellement responsables de tous désordres ou accidents.

Les preneurs devront prévenir le bailleur sans retard et par écrit, de toute atteinte qui serait portée à leur propriété et de toute dégradation et détérioration qui viendraient à être causées aux biens loués et qui rendraient nécessaires des travaux incombant au bailleur.

Ils devront, enfin, supporter les travaux exécutés sur la voie publique.

- **EXPLOITATION.** - Les preneurs devront exploiter leur activité en conformité avec l'ensemble des lois, règlements et prescriptions administratives en vigueur. L'autorisation d'exercer l'activité mentionnée ci-dessus, octroyée aux preneurs, n'implique aucune garantie de la part du bailleur quant à l'obtention des autres autorisations nécessaires à cet effet.

Le local devra rester accessible, durant les heures d'utilisation, aux personnes chargées d'y effectuer des travaux, sauf en cas de fermeture hebdomadaire, de congés, ou lorsque la fermeture est nécessaire pour la réalisation de ces travaux.

Hygiène et sécurité

Les **PRENEURS** reconnaissent être informés de l'obligation qui leur incombe de se soumettre à la réglementation relative à l'hygiène, à la salubrité et aux injonctions de la commission de sécurité.

Electricité

Le maire rappelle aux preneurs ce qui suit :

L'arrêté du 26 décembre 2011 qui régit les contrôles électriques en entreprise. Cet arrêté établit des obligations strictes en matière de sécurité électrique, auxquelles les entreprises doivent se conformer pour assurer la sûreté de leurs installations.

Pour les établissements recevant du public (ERP), la norme électrique est particulièrement cruciale, car ces lieux accueillent régulièrement des visiteurs.

Cet arrêté détaille les modalités de vérification des installations électriques, en définissant les critères de conformité et les méthodes de contrôle à appliquer.

Les entreprises sont tenues de réaliser des contrôles périodiques pour s'assurer que leurs installations électriques sont en bon état et respectent les

normes en vigueur. En cas de non-conformité, des corrections doivent être apportées sans délai pour prévenir tout risque d'accident

Ce contrôle électrique doit être effectué par une entreprise spécialisée dans ce type de vérification pour les locaux commerciaux (telles que Bureau Veritas, Socotec, Dekra, etc.).

Cette démarche est nécessaire pour garantir la conformité des installations et pouvoir la justifier auprès de votre assurance en cas de dommages électriques.

Registre et sécurité

Le Maire rappelle aux preneurs la nécessité de tenir à jour le registre de sécurité. Ce document est obligatoire pour tous les établissements recevant du public. Il est essentiel pour assurer la traçabilité des mesures de sécurité mises en place et pour faciliter les contrôles des autorités compétentes.

Le non-respect de l'obligation de tenir un registre de sécurité peut entraîner:
Amendes administratives : Jusqu'à 1 500 € pour une personne physique et 3 000 € en cas de récidive.

Fermeture administrative : En cas de danger grave, l'établissement peut être fermé temporairement ou définitivement.

Sanctions pénales : En cas de mise en danger de la vie d'autrui, les responsables peuvent faire face à des sanctions pénales, telles que des amendes pouvant atteindre plusieurs milliers d'euros et des peines de prison

- ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC - INFORMATION -

La loi n°2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées fixe le principe d'une accessibilité généralisée intégrant tous les handicaps. Tous les établissements recevant du public (ERP) sont concernés par cette réglementation. Ils doivent être accessibles aux personnes atteintes d'un handicap (moteur, auditif, visuel ou mental) et aux personnes à mobilité réduite (personne âgée, personne avec poussette, etc.).

La réglementation est contenue aux articles R 164-1 et suivants du Code de la construction et de l'habitation.

L'obligation d'accessibilité porte sur les parties extérieures et intérieures des établissements et installations, et concerne les circulations, une partie des places de stationnement automobile, les ascenseurs, les locaux et leurs équipements.

Il existe 5 catégories en fonction du public reçu.

Seuil d'accueil de l'ERP	Catégorie
Plus de 1500 personnes de 701 à 1500 personnes De 301 à 700 personnes Moins de 300 personnes (sauf 5ème catégorie)	1ère 2ème 3ème 4ème
Au-dessous du seuil minimum fixé par le règlement de sécurité (art. R123-14 du CCH) pour chaque type d'établissement. Dans cette catégorie - le personnel n'est pas pris en compte dans le calcul de l'effectif, - les règles en matière d'obligations sécuritaires sont allégées.	5ème type W

Le bailleur déclare et garantit que le **BIEN** est classé en établissement recevant du public de **catégorie V**.

Est demeuré joint et annexé aux présentes après mention un avis favorable de la commission d'accessibilité de l'arrondissement de Montargis en date du 14 août 2025 sur le projet concernant des travaux d'aménagement de

bureaux (sans affectation)) à la place d'un bureau postal. L'accès se fait par une rampe de pente inclinée à 5% et par une porte de 0,90 m de large. L'aménagement intérieur se compose de 2 bureaux et de 2 sanitaires adaptés genrés.

Les preneurs déclarent être informés que les caractéristiques du local commercial, de ses installations et de ses dégagements, doivent répondre aux obligations réglementaires et être en rapport avec l'effectif de la clientèle qu'ils envisagent de recevoir dans le cadre de leur activité.

Les règles de sécurité de base pour les établissements recevant du public sont les suivantes, outre le cas des dégagements évoqués ci-dessus

- Tenir un registre de sécurité.
- Installer des équipements de sécurité : extincteur, alarme, éclairage de sécurité, sécurité incendie, antivol, matériaux ayant fait l'objet de réaction au feu pour les aménagements intérieurs, afficher le plan des locaux avec leurs caractéristiques ainsi que les consignes d'incendie et le numéro d'appel de secours.
- Utiliser des installations et équipements techniques présentant des garanties de sécurité et de bon fonctionnement.
- Ne pas stocker ou utiliser de produits toxiques, explosifs, inflammables, dans les locaux et dégagements accessibles au public.

- **ENSEIGNES**- Les preneurs pourront apposer sur la façade du local des enseignes en rapport direct avec son activité, sous réserve du respect de la réglementation en vigueur et de l'obtention des autorisations nécessaires, à charge pour eux de remettre les lieux en l'état à l'expiration du bail.

L'installation sera effectuée aux frais et aux risques et périls des preneurs. Ceux-ci devront veiller à ce que l'enseigne soit solidement maintenue. Ils devront l'entretenir constamment en parfait état et seront seuls responsables des accidents que sa pose ou son existence pourrait occasionner. Lors de tous travaux de ravalement, les preneurs devront déplacer et replacer à leur frais toute enseigne qui aurait pu être installée.

- INVENTAIRE ET REPARTITION DES CATEGORIES DE CHARGES, IMPOTS, TAXES ET REDEVANCES -

La liste des charges récupérables devant figurer au bail aux termes des dispositions du premier alinéa de l'article L 145-40-2 du Code de commerce figure ci-dessous.

Sont à la charge exclusive des preneurs :

1^o) Les dépenses courantes (gaz, électricité, entretien de la chaudière par un prestataire extérieur).

2^o) - Les preneurs devront acquitter exactement les impôts, contributions et taxes à leur charge personnelle dont le bailleur pourrait être responsable sur le fondement des dispositions fiscales en vigueur.

Ils devront justifier de leur paiement, notamment en fin de jouissance et avant tout enlèvement d'objets mobiliers, matériel et marchandises.

3^o) - En sus du loyer, les preneurs rembourseront au bailleur :

* toutes taxes et impôts au prorata du nombre de mètres carrés loués (Taxes Foncières et taxes d'Ordures ménagères)

Le remboursement s'effectuera à première demande du BAILLEUR à réception de l'avis d'imposition.

*Les fournitures et prestations individuelles ou collectives récupérables sur les locataires.

Les **PRENEURS** reconnaissent avoir été **expressément informés par le BAILLEUR**, antérieurement à la signature des présentes, de ce qui suit :

° **que le local ne bénéficie pas pour le moment de compteur individuel pour l'électricité.**

• **La chaudière collective alimente l'intégralité du bâtiment, sans qu'il soit possible d'établir une clé de répartition précise des consommations de chauffage.**

En conséquence, les parties conviennent qu'une provision mensuelle pour les charges d'un montant de CENT TRENTE EUROS (130.00€) sera versé par les PRENEURS au BAILLEUR, au titre des consommations d'électricité, de chauffage, ainsi que de l'entretien de la chaudière par un prestataire extérieur.

Ce forfait mensuel sera fixe pour une durée maximum de six mois, à compter de l'entrée en jouissance, dans l'attente de l'installation du sous compteur.

Dès que ce dernier sera installé, les preneurs devront s'acquitter des charges réelles.

Etant ici observé qu'une régularisation sera faite, en fonction de la consommation des charges, au plus tard le 30 septembre ainsi qu'il est dit ci- dessous.

Ce forfait mensuel pourra être revalorisé par délibération du conseil municipal, en fonction de l'évolution des coûts afférents à ces consommations (électricité, chauffage)

Sont à la charge exclusive du bailleur :

- Les dépenses relatives aux grosses réparations mentionnées à l'article 606 du Code civil, notamment celles touchant au bâtiment (murs de soutènement et de clôture, voûtes, digues, charpente et toiture).
- Les honoraires liés à la réalisation des travaux relatifs aux grosses réparations mentionnées ci-dessus.
- Les dépenses relatives aux travaux liés à la vétusté ou de mise aux normes lorsqu'il s'agit de grosses réparations.
- Les honoraires du bailleur liés à la gestion des loyers du local loué ou de l'immeuble.
- Les impôts, taxes et redevances dont les redevables légaux sont le bailleur ou le propriétaire du local ou de l'immeuble, notamment la taxe foncière et les taxes additionnelles à la taxe foncière, toutefois, sont imputés aux locataires les impôts, les taxes et redevances liés à l'usage du local ou de l'immeuble ou à un service dont les locataires bénéficient directement ou indirectement.

Conformément à l'article L 145-40-2 du Code de commerce, le bailleur reconnaît être informé de son obligation d'adresser chaque année aux preneurs un état récapitulatif des charges, impôts, taxes et redevances. Cet état, incluant la liquidation et la régularisation des comptes de charges, doit être communiqué :

- Au plus tard le 30 septembre de l'année suivant celle au titre de laquelle il est établi ;

- Pour les immeubles en copropriété, dans un délai de trois mois à compter de la reddition des charges de copropriété sur l'exercice annuel.

À la demande des preneurs, le bailleur communique tout document justifiant le montant des charges, impôts, taxes et redevances imputés.

- ASSURANCES. - Les preneurs souscriront sous leur seule responsabilité, avec effet au jour de l'entrée en jouissance, les différentes garanties d'assurance indiquées ci-après, et les maintiendra pendant toute la durée du bail.

Ils acquitteront à leur frais, régulièrement à échéance, les primes de ces assurances augmentées des frais et taxes y afférents, et justifieront de la bonne exécution de cette obligation sans délai sur simple réquisition du bailleur.

Spécialement, les preneurs devront adresser au bailleur, dans les quinze jours des présentes, une attestation détaillée des polices d'assurance souscrites.

Dans l'hypothèse où l'activité exercée par les preneurs entraînerait, soit pour le bailleur, soit pour les tiers, des surprimes d'assurance, les preneurs seraient tenus de prendre en charge le montant de la surprime et de garantir le bailleur contre toutes réclamations des tiers.

Les preneurs assureront pendant la durée du bail contre l'incendie, l'explosion, la foudre, les ouragans, les tempêtes, le dégât des eaux, le bris de glaces, le vol, le vandalisme, et compte tenu des impératifs de l'activité exercée dans les lieux loués, le matériel, les aménagements, équipements, les marchandises et tous les objets mobiliers les garnissant. Ils assureront également le recours des voisins et des tiers et les risques locatifs.

Par ailleurs, les preneurs s'engagent à souscrire un contrat de responsabilité civile en vue de couvrir tous les dommages causés aux tiers du fait de son exploitation. Les préjudices matériels devront être garantis pour le montant maximum généralement admis par les compagnies d'assurances.

Les preneurs s'engagent à respecter toutes les normes de sécurité propres à l'immeuble dans lequel se trouvent les locaux loués, telles qu'elles résultent tant des textes législatifs et réglementaires en vigueur que de la situation des locaux.

Si, à la suite d'un sinistre, il s'avère une insuffisance d'assurances ou un défaut d'assurance de la part des preneurs, ceux-ci seront réputés, pour les dommages qu'ils auront subis, avoir renoncé à tous recours contre le syndicat des copropriétaires ou les autres occupants de l'immeuble. De plus, ils seront tenus personnellement de la réparation des dommages causés aux tiers du fait des lieux loués.

- CESSION - SOUS-LOCATION. - Les preneurs ne pourront dans aucun cas et sous aucun prétexte céder leur droit au bail ou sous louer en tout ou en partie les locaux loués, sans le consentement préalable et par écrit du bailleur sous peine de nullité des cessions ou sous-locations consenties au mépris de cette clause, et même de résiliation des présentes.

Toutefois, il pourra, sans avoir besoin de ce consentement, consentir une cession du bail à son successeur dans le commerce ou au bénéficiaire du transfert universel de son patrimoine professionnel.

Les preneurs demeureront garants solidaires de leur cessionnaire pour le paiement du loyer et l'exécution de toutes les conditions du bail, et cette obligation de garantie s'étendra à tous les cessionnaires, pendant une durée de trois années à compter de la date de la cession ou de la sous-location et ce, exception faite si le bail est résilié avant, la solidarité ne s'appliquant alors qu'aux loyers impayés à cette date. Cependant, en vertu des dispositions de l'article L 622-15 du Code de commerce, en cas de cession du bail par le liquidateur ou l'administrateur cette clause est réputée non écrite. Il en est de même en vertu de celles de l'article L 642-7 du même Code en cas de cession effectuée dans le cadre d'un plan de cession tel que défini par l'article L 642-5.

Toute cession ou sous-location devra être réalisée par acte authentique, auquel le bailleur sera appelé, sauf si la cession était ordonnée dans le cadre d'un

plan de cession. Une copie exécutoire par extrait lui sera remise, sans frais pour lui, dans le mois de la signature de l'acte de cession ou de sous-location.

L'article L 145-16-1 du Code de commerce dispose que si la cession du bail commercial est accompagnée d'une clause de garantie du cédant au bénéfice du bailleur, ce dernier doit informer le cédant de tout défaut de paiement des locataires dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle la somme aurait dû être acquittée par celui-ci, sous peine de perdre le droit de se retourner contre le cédant.

- DESTRUCTION -

Si les locaux loués venaient à être détruits en totalité par cas fortuit, le bail sera résilié de plein droit et sans indemnité. En cas de destruction partielle, conformément aux dispositions de l'article 1722 du Code civil, les preneurs pourront demander soit la continuation du bail avec une diminution du loyer soit la résiliation totale du bail, sous réserve des particularités suivantes convenues entre les parties

Si les preneurs subissent des troubles sérieux dans leur exploitation et si la durée prévue des travaux de réparation, restauration, reconstruction ou remplacement des parties endommagées, dégradées ou détruites est supérieure à quinze (15) jours aux dires de l'architecte du bailleur, les parties pourront résilier le bail sans indemnité de part ni d'autre et ce dans les quinze (15) jours de la notification de l'avis de l'architecte du bailleur.

L'avis de l'architecte devra être adressé par le bailleur aux preneurs, par lettre recommandée avec avis de réception.

La demande de résiliation devra être notifiée à l'autre partie par acte extrajudiciaire. Dans l'hypothèse où ni les preneurs, ni le bailleur ne demanderaient la résiliation du bail, il serait procédé comme ci-dessous.

Si les preneurs ne subissent pas de troubles sérieux dans leur exploitation et que la durée prévue des travaux de réparation, restauration, reconstruction ou remplacement des parties endommagées, dégradées ou détruites est, aux dires de l'architecte du bailleur, inférieure à quinze (15) jours, le bailleur entreprendra les travaux de réparation, restauration, reconstruction ou remplacement des parties endommagées, dégradées ou détruites, en conservant seul le droit au remboursement de ces travaux par sa compagnie d'assurances. En raison de la privation de jouissance résultant de la destruction partielle des locaux et des travaux susvisés, les preneurs auront droit à une réduction de loyer calculée en fonction de la durée de la privation de jouissance et de la superficie des locaux inutilisables, sous condition que le bailleur recouvre une indemnisation compensatrice de perte de loyer équivalente, de la part de la compagnie d'assurances.

La réduction de loyer ci-dessus sera calculée par l'expert d'assurance. Les preneurs renoncent d'ores et déjà à tout recours contre le bailleur, en ce qui concerne tant la privation de jouissance que la réduction éventuelle de loyer, comme il est prévu ci-dessus.

- VISITE DES LIEUX -

En cours de bail : Les preneurs devront laisser le bailleur visiter les lieux loués ou les faire visiter par toute personne de son choix, chaque année, pour s'assurer de leur état, ainsi qu'à tout moment si des réparations urgentes venaient à s'imposer.

En fin de bail ou en cas de vente : Ils devront également laisser visiter les lieux loués pendant les six derniers mois du bail ou en cas de mise en vente, par toute personne munie de l'autorisation du bailleur ou de son notaire. Toutefois, ces visites ne pourront avoir lieu qu'un certain nombre de fois par semaine et à heures fixes à déterminer conventionnellement, de façon à ne pas perturber l'exercice de l'activité. Les preneurs supporteront l'apposition sur la vitrine par le bailleur de tout écriteau ou affiche annonçant la mise en location ou la mise en vente de l'immeuble,

Pour l'exécution des travaux. Les preneurs devront laisser pénétrer à tout moment tous les entrepreneurs, architectes et ouvriers chargés de l'exécution de tous travaux de réparations et autres.

- RESTITUTION DES LIEUX — REMISE DES CLEFS. -

Les preneurs rendront toutes les clefs des locaux le jour où finira leur bail ou le jour du déménagement si celui-ci le précède. La remise des clefs et télécommandes d'ouverture, s'il en existe, ne portera aucune atteinte au droit de ce dernier de répercuter contre les preneurs le coût des réparations dont ils sont tenus suivant la loi et les clauses et conditions du bail.

Il est rappelé en tant que de besoin que l'intention du bailleur de reprendre ou de faire reprendre l'activité exercée par les preneurs est sans incidence sur l'obligation légale particulière pesant sur ce dernier de mettre en sécurité et remettre en état les lieux donnés à bail, notamment en matière de pollution.

Les preneurs devront, préalablement à tout enlèvement, même partiel, de mobiliers, matériels, agencements, équipements, justifier au bailleur par présentation des acquits du paiement des contributions à leur charge, notamment la taxe locale sur la publicité extérieure et la contribution économique territoriale, tant pour les années écoulées que pour l'année en cours, et du paiement de tous les termes de leur loyer.

Ils devront rendre les locaux en bon état de réparations ou, à défaut, régler au bailleur le coût des travaux nécessaires pour leur remise en état.

Il sera procédé, en la présence des preneurs dûment convoqués ou de leur représentant, à l'état des lieux au plus tard un mois avant l'expiration du bail.

Cet état des lieux comportera le relevé des réparations à effectuer incombant aux preneurs, et prévoira un état des lieux "complémentaire" dès après le déménagement des preneurs à l'effet de constater si des réparations supplémentaires sont nécessaires.

Les preneurs devront, dans les huit jours calendaires de la notification des devis établis par un bureau d'études techniques ou des entreprises qualifiées, donner son accord sur ces devis.

S'ils ne donnent pas leur accord dans le délai ci-dessus, les devis seront réputés agréés et le bailleur pourra les faire exécuter par des entreprises de son choix en réclamant le montant aux preneurs,

Si les preneurs manifestent leur intention de les exécuter eux-mêmes, ils devront s'engager à les faire exécuter sans délai par des entreprises qualifiées sous la surveillance de l'architecte du bailleur dont les honoraires seront supportés par les preneurs.

À titre de stipulation de pénalité, et pendant la durée nécessaire à la remise en état des locaux, les preneurs s'engagent à verser au bailleur, qui accepte, des indemnités journalières égales à la fraction journalière du dernier loyer en cours, charges comprises, par jour de retard, et ce à compter de la date d'expiration du bail.

Si les preneurs se maintiennent indûment dans les lieux, ils encourraient une astreinte de cent cinquante euros (150,00 euros) par jour de retard. Ils seraient en outre débiteur d'une indemnité d'occupation établie forfaitairement sur la base du loyer global de la dernière année de location majorée de cinquante pour cent (50%). Leur expulsion pourrait avoir lieu sans délai en vertu d'une ordonnance de référé rendue par le président du tribunal judiciaire territorialement compétent.

Le tout sans préjudice de l'applicabilité aux présentes de la réglementation sur les installations classées.

CLAUSE D'EXCLUSIVITE

Le bailleur s'interdit d'exploiter ou de louer, directement ou indirectement, un commerce similaire à celui des preneurs **dans l'immeuble où le fonds de commerce est exploité.**

Par ailleurs, le bailleur s'interdit également d'exploiter ou de louer un commerce similaire à celui des preneurs **dans un rayon de 500 mètres autour du lieu d'exploitation, pendant une durée de cinq ans.**

En cas de non-respect de ces engagements, les preneurs pourront réclamer des dommages-intérêts, sans préjudice du droit dont ils disposeraient de solliciter la fermeture de l'établissement concurrent.



NON RESPONSABILITE DU BAILLEUR

Le bailleur ne garantit pas les preneurs et, par conséquent, décline toute responsabilité dans les cas suivants

- en cas de vol, cambriolage ou autres cas délictueux et généralement en cas de troubles apportés par des tiers par voie de fait,
- en cas d'interruption dans les fournitures, qu'il s'agisse des eaux, du gaz, de l'électricité et de tous autres services provenant soit du fait de l'administration ou de l'entreprise qui en dispose, soit de travaux, accidents, réparations ou mises en conformité,
- en cas d'accident pouvant survenir du fait de l'installation de ces services dans les lieux loués, sauf s'il résulte de la vétusté.

TOLERANCES

Toutes tolérances au sujet des conditions de l'acte, qu'elles qu'en auraient pu être la fréquence et la durée, ne pourront jamais être considérées comme modification ni suppression de ces conditions.

LOIS ET REGLEMENTS

Pour tout ce qui n'est pas prévu aux présentes, les parties déclarent se soumettre aux lois et règlements applicables en la matière. En outre, les parties sont averties que les dispositions indiquées aux présentes peuvent être modifiées par toutes dispositions législatives ultérieures qui seraient d'ordre public et applicables aux baux en cours.

LOYER

Le bail est consenti et accepté moyennant un loyer annuel **de MILLE CINQ CENT SOIXANTE SIX EUROS ET SOIXANTE DOUZE CENTIMES (1 566.72 €)** que les preneurs s'obligent à payer au domicile ou siège du bailleur ou en tout autre endroit indiqué par lui, en DOUZE termes égaux de **CENT TRENTE EUROS ET CINQUANTE SIX CENTIMES (130.56 €)** chacun, à terme échu.

Ce loyer correspond à la valeur locative et s'entend hors droits, taxes et charges.

Les parties sont averties que le déplaçonnement du loyer s'applique si, notamment à la suite d'une tacite prorogation (absence de renouvellement exprès), le bail est supérieur à douze années (article L 145-34 troisième alinéa du Code de commerce), Il s'applique également en cas d'extension de l'exploitation sur le domaine public, autorisée et payante ou non.

Les preneurs verseront au bailleur, en même temps que chaque terme de loyer, un forfait fixe pour les charges.

Ce forfait est fixé à **CENT TRENTE EUROS (130.00 €)** par mois ainsi qu'il est ci-dessus indiqué.

Le loyer et les charges seront payables à terme échu à réception de l'avis des sommes à payer envoyé par le service de gestion comptable de Montargis, et pour la première fois le 1^{er} janvier 2026.

RETARD DE PAIEMENT

Sans préjuger de la faculté pour le bailleur d'invoquer le bénéfice de la clause résolutoire ci-après stipulée en cas de non-paiement à l'échéance d'une somme quelconque due au bailleur par les preneurs en vertu du présent bail, le bailleur bénéficiera de plein droit, huit jours après une simple mise en demeure restée infructueuse, d'une majoration forfaitaire de dix pour cent de la somme due et d'un intérêt de retard égal au taux d'intérêt légal en vigueur majoré de cinq points, sans que cette clause autorise pour autant le preneur à différer son obligation

REVISION ANNUELLE DU LOYER

La révision légale du loyer est soumise aux dispositions des articles L 145-34 et suivants, du Code de commerce, et R 145-20 du même Code.

La révision du loyer prend effet à compter de la date de la demande en révision.

La demande de réajustement doit être formée par acte extrajudiciaire ou par lettre recommandée avec accusé de réception.

La clause ci-dessous n'entend pas se confondre avec la révision triennale légale prévue par les articles L 145-37 et suivants du Code de commerce.

INDEXATION CONVENTIONNELLE DU LOYER

Les parties conviennent, de se référer aux dispositions de l'article L112-2 du Code monétaire et financier en indexant le loyer sur **l'indice des loyers commerciaux** publié par l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques, et de lui faire subir les mêmes variations d'augmentation ou de diminution.

La variation de loyer qui découle de cette indexation ne peut conduire à des augmentations supérieures, pour une année, à 10 % du loyer acquitté au cours de l'année précédente.

A cet effet, le réajustement du loyer s'effectuera annuellement à la date anniversaire de l'entrée en jouissance, le dernier indice connu à la date de l'indexation étant alors comparé au dernier indice connu lors du précédent réajustement.

Il est précisé que le dernier indice connu à ce jour étant celui du **deuxième trimestre de l'année 2025** (publié le 24 septembre 2025)

Indice 136.81.

Ce sont les indices correspondant au trimestre de l'année concernée qui détermineront tant l'indice de base que celui de réajustement.

Au cas où, pour quelque raison que ce soit, l'indice ci-dessus choisi pour l'indexation du loyer cesserait d'être publié, cette indexation sera faite et prenant pour base soit l'indice de remplacement soit un nouvel indice choisi en conformité des dispositions légales applicables.

A défaut de se mettre d'accord sur le choix du nouvel indice à adopter, les parties s'en remettent d'ores et déjà à la désignation d'un expert judiciaire par le Président du Tribunal judiciaire du lieu de situation du local loué, statuant en matière de référé à la requête de la partie la plus diligente.

La modification ou la disparition de l'indice de référence n'autorisera pas les preneurs à retarder le paiement des loyers qui devront continuer à être réglés à échéance sur la base du dernier indice connu, sauf redressement et règlement de la différence à l'échéance du premier terme suivant la fixation du nouveau loyer.

DEPOT DE GARANTIE

A la garantie du paiement régulier des loyers et des charges ci-dessus stipulés et de l'exécution des conditions du bail, les preneurs ont remis ce jour par la comptabilité de la Mairie soussignée, au bailleur qui le reconnaît et lui en donne quittance, une somme de **cent trente euros et cinquante- six centimes (130.56 €)**, au titre de dépôt de garantie.

Dont quittance

Cette somme sera conservée par le bailleur pendant toute la durée du bail jusqu'au règlement entier et définitif de tous les loyers, charges et impôts récupérables, et toutes indemnités de quelque nature qu'elles soient, que les preneurs pourraient devoir au bailleur à l'expiration du bail et à sa sortie des locaux.

En cas de transmission du bail ou de l'immeuble et du bail, les parties conviennent expressément que le disposant devra également transmettre le dépôt de garantie au nouveau titulaire afin que ce dernier, en sa qualité de bailleur, profite des droits et supporte les obligations attachées à celui-ci, le nouveau titulaire devant alors se substituer purement et simplement au disposant afin que ce dernier ne soit ni recherché ni inquiété.

Dans le cas de résiliation du bail pour inexécution de ses conditions ou pour une cause quelconque imputable aux preneurs, ce dépôt de garantie restera acquis au bailleur en place de plein droit à titre de dommages-intérêts, sans préjudice de tous autres.

En cas de variation de loyer ainsi qu'il a été prévu ci-dessus, la somme versée à titre de dépôt de garantie ne sera pas modifiée,

Dans la mesure où le loyer est stipulé payable d'avance, l'article L 145-40 du Code de commerce dispose que les loyers payés d'avance, sous quelque forme que ce soit, et même à titre de garantie, portent intérêt au profit des locataires au taux pratiqué par la Banque de France, pour les avances sur titres, pour les sommes excédant celle qui correspond au prix du loyer de plus de deux termes.

Les preneurs dispensent le bailleur de devoir mettre cette somme sur un compte destiné spécialement et uniquement à ce dépôt.

CLAUSE RESOLUTOIRE

En cas de non-exécution, totale ou partielle, ou de non-respect, par les preneurs de la clause de destination, du paiement à son échéance de l'un des termes du loyer, des charges et impôts récupérables par le bailleur, des travaux lui incombant, des horaires d'ouverture pouvant être imposés par une réglementation ou un Cahier des charges, de son obligation d'assurance, de la sécurité de son personnel et des tiers, du non-paiement de frais de poursuite, le présent bail sera résilié de plein droit un mois après une sommation d'exécuter ou un commandement de payer délivré par acte extra-judiciaire aux preneurs ou à son représentant légal (et à l'administrateur judiciaire également s'il en existe un à ce moment-là) de régulariser sa situation. A peine de nullité, ce commandement doit mentionner la déclaration par les bailleurs d'user du bénéfice de la présente clause ainsi que le délai d'un mois imparti aux preneurs pour régulariser la situation.

Si les preneurs refusaient d'évacuer les lieux, après résiliation, leur expulsion pourrait avoir lieu sans délai sur une simple ordonnance de référé rendue par le président du tribunal judiciaire compétent, exécutoire par provision, nonobstant appel. De plus, ils encourraient une astreinte de cent cinquante euros (150,00 euros) par jour de retard. Il serait en outre débiteur d'une indemnité d'occupation établie forfaitairement sur la base du loyer global de la dernière année de location majoré de cinquante pour cent (50%).

En cas de résiliation suite à un des cas cités ci-dessus, à quelque moment que ce soit pendant la durée du bail ou de ses renouvellements, la somme due ou payée à titre de garantie par les preneurs restera en totalité acquise au bailleur à titre d'indemnité, et sans exclure tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu, nonobstant le paiement dû. Il en sera de même un mois après le non-respect d'une échéance, ou

également en cas de résiliation judiciaire pendant la période du bail ou en cours de ses renouvellements, ou en cas de non-respect d'une des clauses du bail.

Sauf en cas de résiliation amiable (possibilité de versement d'une indemnité), il ne sera jamais dû d'indemnité par le bailleur. En outre, et sans qu'il soit dérogé à la présente clause résolutoire, les preneurs s'engagent formellement, en cas de non-paiement des loyers, des charges et des prestations, à régler tous les frais et honoraires engagés par le bailleur dans le cadre de toute procédure en recouvrement que celui-ci serait obligé d'intenter.

Toute offre de paiement intervenant après la mise en œuvre de la clause résolutoire ne pourra faire obstacle à la résiliation du bail,

Conformément au deuxième alinéa de l'article L 145-41 du Code de commerce, tant que la résiliation ne sera pas constatée ou prononcée par une décision de justice ayant acquis l'autorité de la chose jugée, le juge pourra, en accordant des délais dans la limite de deux ans, suspendre la résiliation et les effets de la présente clause.

En outre, le bailleur pourra demander la résiliation judiciaire ou faire constater la résiliation de plein droit du bail

- pour des causes antérieures soit au jugement de liquidation judiciaire, soit au jugement d'ouverture d'une procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire qui aurait précédé la liquidation judiciaire ;
- pour défaut de paiement des loyers et charges afférents à une occupation postérieure au jugement de liquidation. Étant néanmoins précisé que l'action en résolution d'un contrat pour non-paiement à l'échéance convenue est une action fondée sur le défaut de paiement. Cette action tombe sous le coup de la suspension des poursuites individuelles contre le débiteur en procédure collective.

Les dispositions des articles L 622-14 2° et R 641-21 du Code de commerce, complétées par l'article R 622-13 dudit Code prévoient que le juge-commissaire constate, à la demande de tout intéressé, la résiliation de plein droit des baux des immeubles affectés à l'activité du fonds pour défaut de paiement des loyers et charges postérieurs au jugement d'ouverture de la procédure de sauvegarde, redressement ou liquidation, cette demande s'effectuant par simple requête déposée au greffe du tribunal. Toutefois le bailleur ne peut mettre cette procédure en œuvre qu'au terme d'un délai de trois mois à compter du jugement. Dans un tel cas, selon la jurisprudence actuelle de la chambre commerciale de la Cour de cassation, le juge-commissaire doit se borner à constater la résiliation de plein droit du bail si les conditions en sont réunies et il ne peut accorder des délais de paiement.

SOLIDARITE ET INDIVISIBILITE

Les obligations résultant du présent bail pour les preneurs constitueront pour tous les ayants cause et ayants droit et pour toutes personnes tenues au paiement et à l'exécution une charge solidaire et indivisible. Dans le cas où les significations prescrites par l'article 877 du Code civil deviendraient nécessaires, le coût en serait payé par ceux à qui elles seraient faites.

DROIT LEGAL DE PREFERENCE DES PRENEURS

Les preneurs bénéficient d'un droit de préférence en cas de vente du local, droit de préférence régi par les dispositions de l'article L 145-46-1 du Code de commerce qui en définit les modalités ainsi que les exceptions.

Il est précisé en tant que de besoin que le caractère personnel du droit de préférence exclut toute substitution, à l'exception des dispositions de l'article L 321-5 du Code du tourisme aux termes desquelles l'exploitant d'une résidence de tourisme, située en zone de montagne, peut céder par écrit et à titre gratuit ce droit à un établissement public y ayant vocation, à une société d'économie mixte, à une société publique locale ou à un opérateur agréé par l'Etat.

Il est également précisé que ce droit ne peut s'exercer si la vente a lieu par autorité de justice.

L'article L 145-46-1 du Code de commerce dispose

"Lorsque le propriétaire d'un local à usage commercial ou artisanal envisage de vendre celui-ci, il en informe les locataires par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, ou remise en main propre contre récépissé ou émargement. Cette notification doit, à peine de nullité, indiquer le prix et les conditions de la vente envisagée. Elle vaut offre de vente au profit des locataires. Ce dernier dispose d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette offre pour se prononcer. En cas d'acceptation, les locataires disposent, à compter de la date d'envoi de sa réponse au bailleur, d'un délai de deux mois pour la réalisation de la vente. Si, dans sa réponse, il notifie son intention de recourir à un prêt, l'acceptation par le locataire de l'offre de vente est subordonnée à l'obtention du prêt et le délai de réalisation de la vente est porté à quatre mois.

Si, à l'expiration de ce délai, la ver/le n'a pas été réalisée, l'acceptation de l'offre de vente est sans effet.

Dans le cas où le propriétaire décide de vendre à des conditions ou à un prix plus avantageux pour l'acquéreur, le notaire doit, lorsque le bailleur n'y a pas préalablement procédé, notifier au locataire dans les formes prévues au premier alinéa, à peine de nullité de la vente, ces conditions et ce prix. Cette notification vaut offre de vente au profit du locataire. Cette offre de vente est valable pendant une durée d'un mois à compter de sa réception. L'offre qui n'a pas été acceptée dans ce délai est caduque.

Le locataire qui accepte l'offre ainsi notifiée dispose, à compter de la date d'envoi de sa réponse au bailleur ou au solaire, d'un délai de deux mois pour la réalisation de l'acte de vente. Si, dans sa réponse, il notifie son intention de recourir à un prêt, l'acceptation par le locataire de l'offre de vente est subordonnée à l'obtention du prêt et le délai de réalisation de la vente est porté à quatre mois, Si, à l'expiration de ce délai, la vente n'a pas été réalisée, l'acceptation de l'offre de vente est sans effet.

Les dispositions des quatre premiers alinéas du présent article sont reproduites, à peine de nullité, dans chaque notification.

Le présent article n'est pas applicable en cas de cession unique de plusieurs locaux d'un ensemble commercial, de cession unique de locaux commerciaux distincts ou de cession d'un local commercial au copropriétaire d'un ensemble commercial. Il n'est pas non plus applicable à la cession globale d'un immeuble comprenant des locaux commerciaux ou à la cession d'un local au conjoint du bailleur, ou à un ascendant ou un descendant du bailleur ou de soit col1joinl. Il n'est pas non plus applicable lorsqu'il est fait application du droit de préemption institué aux chapitres 1er et II du titre 1er du livre II du code de l'urbanisme ou à l'occasion de l'aliénation d'un bien sur/le fondement de l'article L. 213-11 du même code."

Etant ici précisé que les dispositions de l'article L 145-46-1 du Code de commerce n'a pas vocation à conférer au preneur un droit de préférence lorsque l'activité de celui-ci s'avère être une activité industrielle.

DROIT LEGAL DE PRIORITE DU BAILLEUR

Le bailleur bénéficie d'un droit de priorité en cas de cession du bail, droit de priorité régi par les dispositions de l'article L 145-51 du Code de commerce qui en définit les modalités. Ce droit de priorité n'est possible que si le preneur veut céder son bail alors qu'il a demandé à bénéficier de ses droits à la retraite ou a été admis au bénéfice d'une pension d'invalidité attribuée par le régime d'assurance invalidité-décès des professions artisanales ou des professions industrielles et commerciales.

DECLARATIONS

Le bailleur déclare ce qui suit :

Il n'est pas susceptible actuellement ou ultérieurement d'être l'objet de poursuites ou de mesures pouvant entraîner l'expropriation totale ou partielle de ses biens.

Il n'a jamais été et n'est pas actuellement en état de faillite, liquidation judiciaire, règlement judiciaire ou procédure de sauvegarde.

Il n'est pas en état de cessation de paiement.

Il déclare en outre qu'il n'existe aucun droit concédé par lui à un tiers, aucune restriction d'ordre légal et plus généralement aucun empêchement quelconque de nature à faire obstacle aux présentes.

Les preneurs attestent que rien ne peut limiter leur capacité pour l'exécution des engagements qu'ils prennent aux termes des présentes, ils déclarent notamment

- qu'ils ne sont pas et n'ont jamais été en état de cessation de paiements, sous une procédure de sauvegarde, liquidation judiciaire, règlement judiciaire, redressement, suspension provisoire des poursuites ou procédures similaires ;
- et qu'ils ne se trouvent pas dans un des cas d'incapacité prévus pour l'exercice d'une profession commerciale.

Il est en outre précisé que la destination permise par le bail n'entre pas dans le cadre des dispositions de l'article L 631-7 du Code de la construction et de l'habitation et n'est pas prohibée par un quelconque règlement.

IMMATRICULATION

Le Maire soussigné a informé les preneurs de l'obligation qui leur est faite de s'immatriculer au registre national des entreprises, ainsi que des conséquences du défaut d'immatriculation telles que le risque de se voir refuser le bénéfice du statut des baux commerciaux, le droit au renouvellement du bail et le droit à l'indemnité d'éviction.

Si les preneurs sont déjà immatriculés, il y aura lieu de déposer un dossier de modification de l'immatriculation.

L'immatriculation doit être effectuée au titre de celle effectivement permise et exercée dans les lieux loués.

En cas de pluralité des preneurs dont l'un seul est exploitant, l'exploitant du fonds bénéficie du statut des baux commerciaux même en l'absence d'immatriculation de ses copreneurs non exploitants. En cas de pluralité des preneurs exploitants, l'immatriculation s'impose à chacun d'eux.

Pour des époux communs en biens et lorsque le fonds n'est effectivement exploité que par l'un d'entre eux, lui seul est tenu de s'immatriculer. Lorsque le fonds est exploité par les deux époux, chacun d'eux doit être immatriculé,

En cas de décès du preneur personne physique, ses ayants droit, bien que n'exploitant pas le fonds, peuvent demander le maintien de l'immatriculation de leur ayant cause pour les besoins de sa succession.

En cas de dissolution du preneur personne morale, un dossier de radiation doit être déposé dans le mois de la clôture de la liquidation.

Cette obligation disparaît lorsque les parties optent expressément pour le statut des baux commerciaux alors que le preneur tant dans son statut que dans son activité ne remplit pas les conditions d'application automatique de ce statut. Par suite le bailleur ne pourra pas alors invoquer le fait que le preneur ne soit pas immatriculé au registre national des entreprises.

PRESCRIPTION

Par application des dispositions de l'article L 145-60 du Code de commerce, les parties sont informées que la prescription des actions pouvant être exercées en vertu des dispositions relatives au bail commercial est de deux ans.

Le délai de prescription court du jour où le titulaire d'un droit a connu ou aurait dû connaître les faits permettant de l'exercer.

L'action en résiliation d'un bail commercial pour inobservation de ses clauses, l'action en paiement des loyers, la demande du bailleur en exécution d'un congé ayant pour objet l'expulsion de l'occupant, ne sont pas soumises à la prescription biennale.

COPIE EXECUTOIRE

Une copie exécutoire des présentes sera remise au bailleur.

ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties font élection de domicile au siège ci-dessus énoncé.

USAGE DE LA LETTRE RECOMMANDEE

Aux termes des dispositions de l'article R 145-38 du Code du commerce, lorsqu'une partie a recours à la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans la mesure où les textes le permettent, la date de notification à l'égard de celle qui y procède est celle de l'expédition de sa lettre et, à l'égard de celle à qui elle est faite, la date de première présentation de la lettre. Lorsque la lettre n'a pas pu être présentée à son destinataire, la démarche doit être renouvelée par acte extrajudiciaire.

ENVOI ELECTRONIQUE

Chacune des parties donne son accord pour que l'envoi d'une lettre recommandée, lorsque la loi permet cette forme de notification, soit effectué, pour les besoins du dossier, par courrier recommandé avec accusé de réception électronique à l'adresse courriel indiquée dans l'acte, et ce conformément aux dispositions de l'article L 100 du Code des postes et des communications électroniques.

Elle reconnaît et garantit qu'elle dispose de la maîtrise exclusive du compte e-mail qu'elle a indiqué, notamment pour son accès régulier, la confidentialité des identifiants qui lui permettent d'y accéder, et la gestion des paramètres de réception et de filtrage de courriers entrants. Le cas échéant, elle garantit que tout tiers accédant au compte e-mail est autorisé par elle à le représenter et agir en son nom. Elle s'engage à maintenir son adresse en fonctionnement, et à avertir, par tous moyens compatibles avec la procédure écrite, sans délai, son ou ses cocontractants et la mairie de tout changement, de tout usage abusif, ou de toute interruption de celle-ci (à l'exclusion des interruptions momentanées). Jusqu'à la réception d'une telle notification, toute action effectuée par elle au travers de son compte e-mail sera réputée effectuée par elle et relèvera de la responsabilité exclusive de cette dernière.

Il est précisé que le prestataire chargé de la remise est AR 24. Ce prestataire est soumis aux dispositions du décret numéro 2018-347 du 9 mai 2018 qui précise les conditions d'application visant à garantir l'équivalence de l'envoi d'une lettre recommandée électronique avec l'envoi d'une lettre recommandée.

En application des dispositions de l'article R 53-3 du Code des postes et des communications électroniques, le prestataire doit informer le destinataire, par voie électronique, qu'une lettre recommandée lui est destinée et qu'il a la possibilité, pendant un délai de quinze jours à compter du lendemain de l'envoi de cette information, d'accepter ou non sa réception,

ADRESSES ELECTRONIQUES

Afin de procéder à l'envoi de documents par lettre recommandée électronique, les adresses électroniques des parties sont les suivantes :

Commune de VILLEMANDELUR : compta@mairie-villemandeur.fr

*Le commerce : ornella.lhmu@outlook.fr

CONCLUSION DU CONTRAT

Les parties déclarent que les stipulations de ce contrat ont été, en respect des dispositions impératives de l'article 1104 du Code civil, négociées de bonne foi. Elles affirment qu'il reflète l'équilibre voulu par chacune d'elles, les preneurs n'étant pas un partenaire commercial du bailleur pouvant impliquer une soumission de l'un vis-à-vis de l'autre, en ce sens qu'ils n'ont pas de relations commerciales suivies dans des activités de production, de distribution ou de services.

DEVOIR D'INFORMATION RECIPROQUE

L'article 1112-1 du Code civil impose aux parties un devoir précontractuel d'information, qui ne saurait toutefois porter sur le prix. L'ensemble des informations dont chacune des parties dispose, ayant un lien direct et nécessaire avec le contenu du présent contrat et dont l'importance pourrait être déterminante pour le consentement de l'autre, doit être préalablement révélé.

Les parties reconnaissent être informées qu'un manquement à ce devoir serait sanctionné par la mise en œuvre de leur responsabilité, avec possibilité d'annulation du contrat si le consentement du cocontractant a été vicié.

Chacune des parties déclare avoir rempli ce devoir d'information préalable.

LOI NOUVELLE ET ORDRE PUBLIC

Les parties sont averties que les dispositions d'ordre public d'une loi nouvelle s'appliquent aux contrats en cours au moment de sa promulgation, sauf si la loi en dispose autrement. Les dispositions d'ordre public sont celles auxquelles les parties ne peuvent déroger.

ENREGISTREMENT

Les parties ne requièrent pas l'accomplissement de la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 739 du Code général des impôts.

CERTIFICATION D'IDENTITE

Le maire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier, les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du Maire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du Maire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

DONT ACTE sans renvoi

Généré en mairie et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en en-tête du présent acte.

Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature manuscrite.

Le Maire, qui a recueilli leur signature, a lui-même apposé sa signature manuscrite, puis signé l'acte.

<p>Mme SERRANO Denise agissant en qualité de représentant a signé</p> <p>à VILLEMANDEUR le.....</p>	
<p>Mme LHOMMEAU Catherine agissant en qualité de représentant a signé</p> <p>à VILLEMANDEUR le.....</p>	
<p>Mme MARTINEZ Patricia agissant en qualité de représentant a signé</p> <p>à VILLEMANDEUR LE</p>	